



Revue de presse



Dimanche 21 juillet 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Assurances : une croissance de 4% enregistrée au 1er trimestre 2024

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré au 1er trimestre 2024 un chiffre d'affaires de 48,4 milliards de dinars, soit une augmentation de 4% sur un an, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa dernière note de conjoncture.

Dans le secteur de l'assurance conventionnelle, la branche des assurances de dommages a réalisé un chiffre d'affaires de 39,6 milliards de dinars à fin mars 2024 (+0,7% sur un an), alors que celle des assurances de personnes a affiché un chiffre d'affaires de près de 5,2 milliards DA (-7,2%), détaille le même bilan.



Diversification du marché des assurances : Prime à la qualité

Le Conseil National des Assurances (CNA) vient de publier la note de conjoncture du marché national des assurances du 1er trimestre 2024, rapporte l'APS. Un document portant les chiffres de la production et des sinistres, relatifs aux trois premiers mois de 2024, des assurances de dommages, des assurances de personnes, de l'assurance Takaful et de la réassurance.



Oran/Assurances

4% de croissance au 1er trimestre 2024

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré au 1er trimestre 2024 un chiffre d'affaires de 48,4 milliards de dinars, soit une augmentation de 4% sur un an, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa dernière note de conjoncture. La branche des assurances de dommages a réalisé un chiffre d'affaires de 39,6 milliards de dinars à fin mars 2024 (+0,7% sur un an), alors que celle des assurances de personnes a affiché un chiffre d'affaires de près de 5,2 milliards de dinars (-7,2%).



Le pétrole termine la semaine à moins de 83 dollars

Les raisons d'un plongeon

La dernière séance a été cauchemardesque pour les cours de l'or noir. Le Brent a perdu 2,48 dollars pour finir à 82,63 dollars.

Contrairement aux trois semaines précédentes où il a montré une certaine résilience, en se maintenant au-dessus des 85 dollars, le baril a cette fois-ci carrément coulé en fin de semaine passée. Les cours du pétrole ont, en effet, chuté vendredi dernier victimes d'un mouvement d'aversion pour le risque et de doutes sur la trajectoire économique de la Chine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a perdu 2,48 dollars pour finir à 82,63 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate, avec échéance en août a, quant à lui, lâché 2,69 dollars pour afficher 80,13 dollars.



Financement de l'économie : les banques s'impliquent davantage

L'engagement accru des banques dans le financement de l'économie nationale reflète non seulement une confiance renouvelée dans le potentiel économique du pays, mais aussi une volonté affirmée de soutenir activement les investissements.

Les banques jouent ainsi un rôle crucial en accompagnant les investisseurs tout au long du processus, en fournissant les financements nécessaires pour concrétiser leurs projets. Cette assistance financière «ne se limite pas à la simple mise à disposition de fonds, mais elle englobe également un accompagnement des projets avisés et un soutien continu pour garantir la faisabilité et la rentabilité des projets», selon le délégué général de l'Abef (l'Association des banques et établissements financiers), Rachid Belaid, qui s'est exprimé hier sur les ondes de la Radio nationale.



La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme codifiés

La réunion du Conseil du gouvernement, présidée hier, par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a examiné, entre autres dossiers, à l'ordre du jour, deux projets de décrets exécutifs relatifs au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme.

Ces projets de décrets exécutifs interviennent dans le sillage du parachèvement de l'architecture juridique pour encadrer toute l'activité des institutions dédiées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui a bénéficié récemment de l'apport d'une nouvelle structure mise en place sur décision du président de la République pour compléter le dispositif lié à la lutte contre la délinquance financière et bien sûr le fléau le plus dangereux, à savoir le financement du terrorisme qui s'appuie sur une plateforme d'activités illégales constituées en réseaux interconnectés.



Le marché des assurances enregistre une croissance de 4% au premier trimestre 2024

Le Conseil national des assurances (CNA) a publié sa dernière note de conjoncture, révélant que le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré un chiffre d'affaires de 48,4 milliards de dinars au premier trimestre 2024. Cette performance représente une hausse de 4% par rapport à l'année précédente.

Dans le domaine des assurances conventionnelles, la branche des assurances de dommages a enregistré un chiffre d'affaires de 39,6 milliards de dinars à fin mars 2024, soit une légère augmentation de 0,7% en glissement annuel. Par contre, les assurances de personnes ont connu une baisse de 7,2%, totalisant près de 5,2 milliards de dinars.



L'investissement public : une nécessité à l'économie nationale

L'investissement des Banques publiques constitue une base fondamentale pour le développement économique. L'importance des investissements publics réside dans sa stimulation des programmes économiques lancés par l'Etat. En Algérie les dépenses publiques ont pris une dimension très large, ce qui provoque une sorte de stagnation en matière des investissements.

En effet, cette faiblesse se caractérise dans le fonctionnement des banques publiques, qui demeure en deçà des ambitions exprimées par les autorités.



Cotation de la monnaie locale face à la devise

Sur le marché noir, l'euro à 238.00 DA à l'achat et à 240.00 DA à la vente, tandis que le dollar américain est à 222.00 DA à l'achat et à 223.00 DA à la vente.

Quant au dinar tunisien, il est fixé à 68.00 DA à l'achat et à 70.00 DA à la vente. Aussi, le dirham émirati est à 59.00 DA à l'achat et à 61.00 DA à la vente.



Hossein Zaoui : " Nous visons 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures d'ici 2030"

Le Directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, Hossein Zaoui, a souligné, à Alger, la capacité de l'Algérie à porter ses exportations hors hydrocarbures au niveau de 30 milliards de dollars, à partir de l'année 2030.

Dans son intervention, en marge d'une journée de sensibilisation sur l'exportation organisée par la Chambre au profit des exportateurs et des opérateurs économiques algériens souhaitant entrer dans le monde de l'exportation, M. Zaoui a souligné "la capacité de l'Algérie à atteindre cet objectif", notant qu'"il incombe à l'opérateur économique d'adhérer aux normes d'exportation, comme le respect des spécifications du produit destiné à l'exportation en termes de qualité, emballage, ainsi que sa compétitivité sur les marchés étrangers.



« Les exportations algériennes pourraient atteindre 30 milliards de dollars en 2030 »

Hussein Zaoui, directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, a confirmé jeudi à Alger, la capacité des exportations algériennes à atteindre le plafond de trente milliards de dollars en 2030.

Dans son intervention lors d'une journée de sensibilisation à l'exportation, Zaoui a estimé que ce chiffre pourrait être atteint compte tenu des capacités dont dispose l'Algérie, notant qu'«il reste de la responsabilité des opérateurs économiques d'adhérer aux normes d'exportation, comme le respect des spécifications du produit », destiné à l'exportation en termes de qualité, d'emballage et de compétitivité sur les marchés étrangers.



Une croissance de 4% pour les Assurances au 1er trimestre 2024

Le marché national des Assurances, toutes activités confondues, a généré au 1er trimestre 2024 un chiffre d'affaires de 48,4 milliards de dinars, soit une augmentation de 4% sur un an

Dans le secteur de l'assurance conventionnelle, la branche des assurances de dommages a réalisé un chiffre d'affaire de 39,6 milliards de dinars à fin mars 2024 (+0,7% sur un an), alors que celle des assurances de personnes a affiché un chiffre d'affaires de près de 5,2 milliards DA (-7,2%), a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa dernière note de conjoncture.

حَقَّق رقم أعمال بقيمة 48.8 مليار دج

نمو سوق التأمينات بـ 4 % خلال الثلاثي الأول من 2024

2100 مليار رقم أعمال شعبة التأمين على السيارات

97.8 مليون دج أرباح "التأمينات الفلاحية" خلال الفصل الأول من السنة

حَقَّقَت السوق الوطنية للتأمينات رقم أعمال بقيمة 48.4 مليار دج، في مختلف النشاطات، خلال الثلاثي الأول من سنة 2024، أي بنمو قدره 4% مقارنة بنفس الثلاثي من السنة الماضية، حسبما أفاد به المجلس الوطني للتأمينات في آخر مذكرة أصدرها.

مع توفّر الإمكانيات اللازمة لترقية الصادرات خارج المحروقات.. حسين زاوي:

الجزائر قادرة على بلوغ 30 مليار دولار من الصادرات في 2030

□ الجزائر من أكبر المصدرين لمواد البناء والمواد الغذائية بعدما كانت تستوردها

أكد مسؤولون بالغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، الخميس بالعاصمة، إمكانية تحقيق 30 مليار دولار من الصادرات خارج المحروقات في أفق 2030، بالنظر إلى الإمكانيات التي تحتكم عليها الجزائر ومزاياها للمستثمرين، وتوفر مناخ أعمال مشجع.

جاء ذلك خلال يوم تحسيبي حول التصدير لفائدة المتعاملين الاقتصاديين المصدرين والمتعاملين الراغبين في مزاوله هذا النشاط، إذ تم التأكيد على أهمية المزايا والإجراءات التي أقرتها السلطات العمومية لترقية الصادرات خارج المحروقات بمرافقة وتشجيع المصدرين.



نموّ التأمين التكافلي بـ265 بالمائة خلال الثلاثي الأول

4840مليار.. رقم أعمال سوق التأمينات مطلع 2024

حقق السوق الوطني للتأمينات رقم أعمال بقيمة 4.48 مليار دج، في مختلف النشاطات، خلال الثلاثي الأول من سنة 2024، أي بنمو قدره 4 بالمائة مقارنة بنفس الثلاثي من السنة الماضية، حسبما أفاد به المجلس الوطني للتأمينات في آخر مذكرة أصدرها.

وفي قطاع التأمينات التقليدية، حقق فرع التأمين على الأضرار رقم أعمال بقيمة 6.39 مليار دج بنهاية مارس 2024 (+7.0 بالمائة على أساس سنوي)، فيما سجل فرع التأمين على الأشخاص رقم أعمال يقارب 2.5 مليار دج (-2.7 بالمائة)، حسب المذكرة نفسها.



لم تجابه عراقيل في الاستفادة من قروض التمويل.. ديوان الإحصائيات:

ثلث الشركات الصناعية لجأت إلى البنوك مطلع 2024

أكد مسؤولو ومسيرو أزيد من ثلث الشركات الصناعية في القطاعين العام والخاص لجوءهم إلى التمويل البنكي خلال الثلاثي الأول لسنة 2024 للدفع بنشاطاتهم الصناعية، معترفين بأنهم لم يجابها أي عراقيل في الحصول على هذا التمويل، في حين اشتكى هؤلاء من مشاكل في النقل وبعض الانقطاعات في التموين بشبكة الكهرباء، كما شدد الصناعيون على عدم مجابهة أي مشاكل في التموين بالماء، معربين عن رغبتهم في التوظيف وتجديد العتاد الصناعي.

وحسب تحقيق للديوان الوطني للإحصائيات، مع رؤساء الشركات الصناعية، يغطي تفاصيل متعددة، مثل الطلب، التوزيع، اليد العاملة، السيولة المالية، اطلعت عليه "الشروق"، ووفقاً لأراء رؤساء الشركات الذين استجابوا للتحقيق، فقد تراجع النشاط الصناعي خلال الربع الأول من عام 2024 مقارنةً بالثلاثي الذي سبقه في القطاع العمومي، في حين استقر النشاط في القطاع الخاص.

CLASSEMENT DE L'INDICE DE TRANSPARENCE DE L'AIDE 2024

Le portefeuille souverain de la BAD en tête

● L'Indice de cette année met l'accent sur l'importance des institutions de financement du développement en tant que véhicule de l'aide internationale.

Une fois de plus, Publish What You Fund («Publiez ce que vous financez»), la campagne mondiale pour la transparence de l'aide et du développement, estime que le portefeuille souverain de la Banque africaine de développement est le plus transparent de tous. Ce portefeuille est en tête parmi 50 institutions de développement mondiales, avec une note inégalée de 98,8, selon l'Indice de transparence de l'aide 2024 publié ce jour. En 2022, le portefeuille souverain de la Banque a gagné quatre places dans ce classement, en prenant la tête. Il est ainsi devenu une référence pour la publication de données de grande qualité. Pour la deuxième fois d'affilée, le résultat obtenu souligne les efforts continus de la Banque et la priorité qu'elle accorde à la publication de données de bonne qualité. L'Indice de transparence de l'aide suit la transparence des plus grandes organisations d'aide internationales depuis 12 ans.

L'Indice 2024 évalue six portefeuilles souverains (du secteur public) et six portefeuilles non souverains (du secteur privé) d'institutions de financement du développement (IFD). Les portefeuilles souverains d'institutions de financement du développement occupent trois des cinq premières places du classement, la Banque africaine de développement arrivant en tête, suivie par la Banque interaméricaine de développement à la deuxième place et l'Association internationale pour le développement de la Banque mondiale à la quatrième place.

«Cette reconnaissance de Publish What You Fund me fait vraiment très plaisir. Elle témoigne une fois de plus de l'engagement du conseil d'administration, de la direction et du personnel de la Banque à constamment améliorer la divulgation des montants de l'aide par la fourniture de données cohérentes, de grande qualité et facilement accessibles», a déclaré le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, dont les propos ont été rapportés par le site Ecofin. M. Adesina a ajouté que cette première place du classement est



Siège de la Banque africaine de développement (BAD) à Abidjan

d'autant plus significative au vu des nouvelles normes d'évaluation plus strictes, et des nouvelles exigences en matière de transparence pour les institutions de financement du développement. Que notre portefeuille souverain soit considéré deux fois de suite comme le plus transparent de toutes les organisations de développement du monde entier est tout simplement fabuleux. Je félicite Publish What You Fund pour son travail bien nécessaire, et même vital, visant à rendre plus transparents et plus efficaces les efforts d'aide et de développement». Selon le rapport, le portefeuille souverain de la Banque africaine de développement, qui occupe la première place de l'Indice 2024, a démontré son engagement à publier de très bonnes données, de grande qualité, concernant ses activités. Le rapport cite, à titre d'exemple, les données publiées au sujet du projet Zambie

– Programme sanitaire de Lusaka – infrastructure durable résistante au changement climatique. Le rapport salue la Banque pour la publication détaillée des objectifs du projet, de documents relatifs à l'appréciation préalable de son impact, d'études environnementales et de rapports d'évaluation – un total de plus de 29 documents publiés en français et en anglais. «Nous félicitons la Banque africaine de développement, qui garde la tête du classement de l'Indice de transparence de l'aide avec son portefeuille souverain. Il s'agit là d'un résultat couronnant une attention constante apportée à la transparence, d'un engagement significatif envers le processus de l'Indice de transparence de l'aide et d'un engagement proactif auprès de la communauté de l'ITA», a expliqué Gary Forster, le PDG de Publish What You Fund, cité par l'Agence Ecofin. L'Indice de cette année met

l'accent sur l'importance des institutions de financement du développement en tant que véhicule de l'aide internationale. «Le programme de réforme en cours des banques multilatérales de développement promet d'augmenter les ressources, d'autoriser des investissements à plus haut risque, de rationaliser les méthodes de travail et d'améliorer la coordination entre les banques. Dans la plupart des cas, la croissance des banques proviendra d'emprunts accrus sur les marchés des capitaux plutôt que du recours aux aides financières», précise le rapport. Le portefeuille non souverain de la Banque africaine de développement a été évalué pour la deuxième fois et de manière distincte dans le cadre de l'Indice 2024. Son portefeuille non souverain s'est classé 13^e des 50 institutions de développement mondiales comparées à cette occasion.

A. Z.

EXPORTATION HORS HYDROCARBURES

La diversification de l'offre augmente le potentiel à l'export

● Interrogée en marge d'une journée d'étude qu'elle a organisée au Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread), le Dr Mellab a souligné l'importance de l'évaluation du potentiel à l'export en Algérie.

L'augmentation du potentiel à l'exportation hors hydrocarbures passe nécessairement par la diversification de l'offre, a expliqué, en marge de la journée d'étude abrégée par le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread) lundi, Kahina Mellab, docteur en statistiques et économie appliquée et chercheur au Cread. Elle estime que «le processus de diversification économique nécessite plus que jamais la mise en œuvre de nouvelles facilitations commerciales et la compétitivité des coûts. Cependant, le secteur privé et les sociétés exportatrices ne peuvent pas être productifs et suivre facilement les règles d'or en matière d'exportation si l'Etat n'a pas mis en place des mécanismes pour renforcer



matériaux de construction (ciment), produits pharmaceutiques, des industries des équipements des ménages (électronique blanche et grise), industries pétrochimiques en aval et du gaz, industries mécaniques, détiennent un potentiel prometteurs. Par ailleurs, notons que durant la journée d'étude organisée au Cread, les autres intervenants, à l'image de l'économiste Yazid Boumgbar et du consultant et formateur en export pour la promotion des exportations hors hydrocarbures Ali Bey Nassi, ont évoqué, dans le même sillage, l'importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et la valorisation des matières premières qui devrait booster nos exportations. «L'Etat a mis en place plusieurs méca-

La même universitaire souligne également la nécessité de la création de biens publics sectoriels, d'aménagement des territoires des affaires favorables aux investissements privés, facilitations des échanges et réduction des coûts de la découverte. Elle suggère des réformes profondes et urgentes du transport aérien, comme la libéralisation de l'accès au marché aérien commercial, l'évolution du cadre institutionnel, l'harmonisation en matière de réglementation de la capacité financière du marché aérien commercial et son adaptation aux normes internationales.

Le Dr Mellab a, par ailleurs, mis l'accent sur d'autres aspects inévitables dans le processus d'encouragement de l'augmentation du potentiel à l'exportation. Pour elle, une politique de recherche et développement (RD) est importante pour stimuler les entreprises à adapter leurs produits à la demande mondiale. «Malgré l'existence d'un environnement juridique et réglementaire régissant l'export et la mise en œuvre d'un dispositif institutionnel d'appui aux exportations hors hydrocarbures, le niveau des exportations demeure très faible et n'a connu aucune évolution significative depuis plus d'une décennie», a-t-elle fait remarquer. La réalisation des banques



L'Algérie déploie beaucoup d'efforts pour diversifier son économie ainsi que ses exportations

communes avec les autres pays dans le secteur du transport est nécessaire afin, a-t-elle fait remarquer, d'accéder aux marchés, organiser et améliorer davantage les services. L'utilisation du commerce électronique dans les transactions est l'un des facteurs fondamentaux, soutient M^{me} Mellab, pour diversifier les exportations et protéger le producteur et le consommateur. C'est un moyen qui encourage le travail dans un climat de transparence, a-t-elle insisté.

TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Ainsi, le même chercheur a plaidé pour une transformation structurelle et le développement des industries manufacturières afin de permettre

la diversification de l'économie. «Après presque 20 ans de transition à l'économie de marché, l'économie algérienne affiche encore les mêmes caractéristiques : désindustrialisée avec une part du secteur industriel de moins de 5% du PIB, une croissance relativement faible, une croissance moderne du PIB habitant, très irrégulière et très dépendante des hydrocarbures», a-t-elle relevé.

Le Dr Mellab estime que ceci est dû, d'une manière générale, à l'absence d'une vision stratégique d'intervention dans l'espace économique mondial, dont la promotion des exportations qui se traduit sur le terrain. Elle cite, entre autres, «l'absence d'une définition des métiers mondiaux de l'Algérie et l'insuffisance de moyens humains spécialisés et compétents à tous les niveaux de la chaîne des

exportations hors hydrocarbures».

Le Dr Mellab a rappelé que le secteur énergétique participe à hauteur de 89% dans le panier à l'exportation en Algérie, suivi par les services avec 20% et une contribution timide des produits chimiques de 8%. Pour ce qui est des imports, «les secteurs agroalimentaires dominent la structure des imports avec plus de 20%, il y a un manque d'auto-suffisance et la sécurité alimentaire en Algérie, suivie essentiellement par les produits mécaniques (30%), véhicules (25%), électroniques (10%), chimiques (18%), les services destinés aux entreprises avec un peu plus de 20%, a-t-elle confié.

Par ailleurs, elle note que «notre économie n'a aucun avantage comparatif, mis à part les énergies, bien que certains secteurs en place, comme les

exportations vers le marché africain», a expliqué M. Boumgbar, qui précise que l'ouverture des agences bancaires dans certains pays africains et la mise en exploitation de la ligne maritime Alger-Nouakchott encourageant davantage les opérateurs économiques dans l'exploitation qui doit être, a-t-il insisté, axée beaucoup plus sur des produits à valeur ajoutée.

De son côté, Ali Bey Nassi a relevé que le potentiel de l'Algérie à l'export (hors hydrocarbures) est assez important. Il faut seulement, a-t-il indiqué, une identification des secteurs prioritaires pour se projeter dans une démarche globale et pérenne, privilégiant le développement de la logistique, comme le transport ferroviaire qui est, selon lui, l'un des moyens peu coûteux dans les exportations vers les pays africains. «Il faut étayer le maillage du réseau ferroviaire national, qui est plus efficace que le transport terrestre, car le rail permet de réduire la consommation des produits pétroliers et donc des coûts, a-t-il précisé aussi.

Enfin, le Dr Mellab souligne que la journée d'étude qu'elle a organisée au Cread s'inscrit dans la perspective de montage d'un projet de recherche sur l'évaluation du potentiel à l'export en Algérie.

Hafid Azouzi

MARCHÉ NATIONAL DES ASSURANCES

Une croissance de 4% enregistrée au 1^{er} trimestre 2024

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré au 1^{er} trimestre 2024 un chiffre d'affaires de 48,4 milliards de dinars, soit une augmentation de 4% sur un an, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa dernière note de conjoncture. Dans le secteur de l'assurance conventionnelle, la branche des assurances de dommages a réalisé un chiffre d'affaires de 39,6 milliards de dinars à fin mars 2024 (+0,7% sur un an), alors que celle des assurances de personnes a affiché un chiffre d'affaires de près de 5,2 milliards DA (-7,2%), détaille le même bilan. L'assurance automobile qui se taille 54% du total de la production des assurances de dommages a enregistré, à fin mars 2024, un chiffre d'affaires de près de 21,4 milliards de dinars, soit une progression de 8,2% comparativement à la même période de l'exercice 2023, selon le même organisme. Cette tendance est le résultat de l'entrée en portefeuille de nouvelles affaires, conséquence de l'octroi d'agrément d'importation en 2023 au profit de plusieurs concessionnaires, dont certains ont commencé effectivement la commercialisation. Les réalisations



PHOTO : D. R.

de la branche agricole affichent durant le 1^{er} trimestre 2024, un gain de 97,8 millions de dinars, soit un taux de progression de 21,5 par rapport à la même période de l'exercice 2023, cumulant ainsi près de 553,5 millions de dinars en chiffre d'affaires. Cette tendance est tirée, essentiellement, par la production végétale qui évolue de 126% et détient 27,7 % des réalisations de la branche, explique la même source. Quant à l'assurance Takaful, un secteur qui enregistre une croissance à trois chiffres (265%), elle a généré un chiffre d'affaires de 104,3 millions de dinars, dont 64,4 millions de dinars générés par la branche Takaful général et 39,8 millions de dinars par

celle du Takaful familial. Dans le domaine de la réassurance, la Compagnie centrale de réassurance (CCR) cumule une production en affaires internationales de 3,3 milliards de dinars, soit une augmentation de 140%, comparativement à la même période de 2023. S'agissant des sinistres déclarés auprès de l'ensemble des sociétés d'assurance, ils affichent, au titre du 1^{er} trimestre 2024, une hausse de 14,3% en montant, et de 12,3% en nombre, totalisant, ainsi 428 887 dossiers pour un montant de 20,8 milliards de dinars. Concernant les sinistres restant à payer, ils sont évalués à 108,1 milliards de dinars (+7,4), avec 1 659 891 dossiers en instance de règlement, selon les don-

nées du CNA. La note de conjoncture du Conseil a relevé, d'autre part, que les sociétés publiques dominent le marché des assurances de dommages avec 75,5% du chiffre d'affaires global, atteignant ainsi 29,9 milliards de dinars, ajoutant dans ce sillage que les sociétés privées, qui comptabilisent 9,3 milliards de dinars de chiffre d'affaires, se taillent 23,4% de ces parts. Les sociétés d'assurance de personnes à capitaux privés détiennent une part de 32,8% du total de la production de cette activité, cumulant ainsi au 1^{er} trimestre 2024, un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dinars, réalisé essentiellement par l'assurance Maladie, soit 83,8%, selon le bilan.

تفعيل دور البنوك والمهن الحرة في الوقاية من تبييض الأموال

● خصص اجتماع الحكومة الأخير لدراسة مشروع مرسومين تنفيذيين يتعلقان بشروط وكيفية قيام الخاضعين بوضع وتنفيذ برامج الوقاية الداخلية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، وكذا طرق التسجيل في القائمة الوطنية للأشخاص والكيانات الإرهابية والشطب منها والآثار المترتبة على ذلك، واللذين يندرجان في إطار تكييف المنظومة القانونية الوطنية مع الأدوات والالتزامات الدولية ذات العلاقة.

ومن المرتقب أن توضح الحكومة من خلال إعداد النص الجديد -مرسوم تنفيذي- الذي يضع تمويل الجمعيات الخيرية وغير الربحية للمراقبة المناسبة من قبل الهيئات المختصة ويحدد كيفية تنفيذ برنامج الدولة الخاص بتفعيل الوقاية وتقوية الآليات القانونية والتنظيمية الموجودة للقيام بمهام الوقاية ومكافحة تبييض الأموال، وذلك استكمالاً للتعديلات التي عرضتها وزارة العدل خلال الدورة البرلمانية التي اختتمت قبل نحو أسبوعين والتي تفرض من خلالها واجبات إضافية على عاتق الخاضعين وهم المؤسسات المالية والمؤسسات والمهنة غير المالية مثل المحامين والموثقين ومحافظي الحسابات تضم التأكد من هوية الزبائن عند ربط أي علاقة عمل أو علاقة أخرى وتحديد المستفيد الحقيقي منها واتخاذ الإجراءات المناسبة لتحديد وتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب والاحتفاظ بكل الوثائق والسجلات الضرورية المتعلقة لمدة 5 سنوات على الأقل ابتداء من انتهاء العملية ووضع تدابير وبرامج تضمن الرقابة الداخلية وتأخذ بعين الاعتبار المخاطر المترتبة عنها وأهمية النشاط التجاري والتكوين المستمر.

ويشاء على ذلك، تم إقرار عدة تشريعات واتفاقيات، منها الاتفاقية الموقعة بين وزارة الداخلية والجماعات المحلية والمرصد الوطني للمجتمع المدني بخصوص تكوين الجمعيات على الوقاية من النشاطات التي لها علاقة بتبييض الأموال وتمويل الإرهاب وأسلحة الدمار الشامل .

ولطالما أكدت الجزائر من خلال وزارات العدل والخارجية وهيئات وطنية وصية في منابر دولية وإقليمية، بأن الإطار التشريعي للجزائر يتماشى مع المعايير الدولية. وقولها إن التقرير التقني لمجموعة العمل المالي بمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، لم يستطع أن يثبت بأن الجمعيات الجزائرية تعرضت للاستغلال في إطار تمويل الإرهاب، كما أن الاتفاقيات الأممية وقرارات مجلس الأمن تعتبر ركيزة لتشريعات مجموعة العمل المالي والقانون 05-01 يركز على هذه الاتفاقيات، كما أشارت الجزائر أيضا إلى الترسانة القانونية التي أعدتها الجزائر لمكافحة مختلف أشكال الجريمة المنظمة، علاوة على إنشاء الديوان الوطني لمكافحة المخدرات وأمانها والديوان الوطني لمكافحة الفساد.

كما زاد في السنتين الأخيرتين الاهتمام بالموضوع من خلال إقرار التعديل الذي عرفه القانون 05-01 لشهر فيفري 2002، بالقانون 23-01 المؤرخ في 7 فيفري 2023 الذي تضمن في مواد إجراءات من شأنها تحسين منظمات المجتمع المدني من الأموال المشبوهة، والوقاية من استغلال الجمعيات في عملية تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وكذا تدابير توجب على الجمعيات احترام قواعد التسيير المالي السليم، وخاصة ما تعلق بقبول المساعدات المالية من جهات مالية ومصادر مشبوهة من أشخاص أو منظمات، سواء كانت من داخل التراب الوطني أو من خارجه.

ح. أحمد

● خصص اجتماع الحكومة الأخير لدراسة مشروع مرسومين تنفيذيين يتعلقان بشروط وكيفية قيام الخاضعين بوضع وتنفيذ برامج الوقاية الداخلية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، وكذا طرق التسجيل في القائمة الوطنية للأشخاص والكيانات الإرهابية والشطب منها والآثار المترتبة على ذلك، واللذين يندرجان في إطار تكييف المنظومة القانونية الوطنية مع الأدوات والالتزامات الدولية ذات العلاقة.

ومن المرتقب أن توضح الحكومة من خلال إعداد النص الجديد -مرسوم تنفيذي- الذي يضع تمويل الجمعيات الخيرية وغير الربحية للمراقبة المناسبة من قبل الهيئات المختصة ويحدد كيفية تنفيذ برنامج الدولة الخاص بتفعيل الوقاية وتقوية الآليات القانونية والتنظيمية الموجودة للقيام بمهام الوقاية ومكافحة تبييض الأموال، وذلك استكمالاً للتعديلات التي عرضتها وزارة العدل خلال الدورة البرلمانية التي اختتمت قبل نحو أسبوعين والتي تفرض من خلالها واجبات إضافية على عاتق الخاضعين وهم المؤسسات المالية والمؤسسات والمهنة غير المالية مثل المحامين والموثقين ومحافظي الحسابات تضم التأكد من هوية الزبائن عند ربط أي علاقة عمل أو علاقة أخرى وتحديد المستفيد الحقيقي منها واتخاذ الإجراءات المناسبة لتحديد وتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب والاحتفاظ بكل الوثائق والسجلات الضرورية المتعلقة لمدة 5 سنوات على الأقل ابتداء من انتهاء العملية ووضع تدابير وبرامج تضمن الرقابة الداخلية وتأخذ بعين الاعتبار المخاطر المترتبة عنها وأهمية النشاط التجاري والتكوين المستمر.

ويشاء على ذلك، تم إقرار عدة تشريعات واتفاقيات، منها الاتفاقية الموقعة بين وزارة الداخلية والجماعات المحلية والمرصد الوطني للمجتمع المدني بخصوص تكوين الجمعيات على الوقاية من النشاطات التي لها علاقة بتبييض الأموال وتمويل الإرهاب وأسلحة الدمار الشامل .

ولطالما أكدت الجزائر من خلال وزارات العدل والخارجية وهيئات وطنية وصية في منابر دولية وإقليمية، بأن الإطار التشريعي للجزائر يتماشى مع المعايير الدولية. وقولها إن التقرير التقني لمجموعة العمل المالي بمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، لم يستطع أن يثبت بأن الجمعيات الجزائرية تعرضت للاستغلال في إطار تمويل الإرهاب، كما أن الاتفاقيات الأممية وقرارات مجلس الأمن تعتبر ركيزة لتشريعات مجموعة العمل المالي والقانون 05-01 يركز على هذه الاتفاقيات، كما أشارت الجزائر أيضا إلى الترسانة القانونية التي أعدتها الجزائر لمكافحة مختلف أشكال الجريمة المنظمة، علاوة على إنشاء الديوان الوطني لمكافحة المخدرات وأمانها والديوان الوطني لمكافحة الفساد.

كما زاد في السنتين الأخيرتين الاهتمام بالموضوع من خلال إقرار التعديل الذي عرفه القانون 05-01 لشهر فيفري 2002، بالقانون 23-01 المؤرخ في 7 فيفري 2023 الذي تضمن في مواد إجراءات من شأنها تحسين منظمات المجتمع المدني من الأموال المشبوهة، والوقاية من استغلال الجمعيات في عملية تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وكذا تدابير توجب على الجمعيات احترام قواعد التسيير المالي السليم، وخاصة ما تعلق بقبول المساعدات المالية من جهات مالية ومصادر مشبوهة من أشخاص أو منظمات، سواء كانت من داخل التراب الوطني أو من خارجه.

أداء إيجابي ونشاط حيوي خلال العام 2023

13 مليار دينار تمويلات البنوك للاقتصاد الوطني

لجعل المشروع أكثر نضجًا، مؤكداً أن البنك "يعمل على معالجة الملفات ضمن الأجل المحددة بـ 30 يوماً كحد أقصى"، مستدركاً أن "هناك مشاريع توفّر كل العناصر اللازمة لتجهيزها خلال مدة أقصر".

من جانب آخر، عرج رشيد بلعيد لـ "التأكيد على أهمية نمو التمويل المصرفي للاقتصاد الوطني. وحسب تصريحاته، سجلت أرقام التمويل ارتفاعاً ملحوظاً، حيث انتقلت من 12.000 مليار دج سنة 2022 إلى 13.000 مليار دج سنة 2023، ما يمثل تطوراً ونمواً ملحوظاً بنسبة 8٪.

وأكد بلعيد أن "هذا التطور يكون أكثر أهمية عندما نقسمه بين القطاع الخاص والقطاع العام، حيث يتراوح ما بين 12٪ للقطاع الخاص و8٪ للعام".

فيما خلص رشيد بلعيد التأكيد "تعكس هذه الديناميكية انتعاشاً اقتصادياً مستداماً، شجعتنا إلى حد كبير مبادرات دعم الاستثمار التي وضعتها الدولة، و"هذا الرقم المتزايد هو مؤشر على الانتعاش الاقتصادي. وكل الحوافز التي تقدمها الدولة والتي تدعم الاستثمار تجعل المشاريع المقدمة للبنوك أكثر ربحية".

حفيظ صوالي

● سجلت البنوك والمؤسسات المالية حسب المفوض العام لجمعية البنوك والمؤسسات المالية، رشيد بلعيد، انخراطاً أكبر، كانعكاس على بروز إرادة لدعم فاعل للاستثمارات، بدليل أن حجم تمويل الاقتصاد هاق 13.000 مليار دينار نهاية 2023.

أكد رشيد بلعيد في تصريحات صحفية للإذاعة الوطنية، أن "البنوك تلعب دوراً حاسماً في دعم المستثمرين طوال العملية، من خلال توفير التمويل اللازم لتحقيق مشاريعهم". هذا الدعم المالي "لا يقتصر على مجرد توفير الأموال، ولكنه يشمل أيضاً دعم المشاريع الجيدة والدعم المستمر لضمان جدوى المشاريع وربحيتها".

وأوضح مسؤول الجمعية "تعتبر البنوك جهة فاعلة في عملية الاستثمار وتصبح شريكا أساسيا في المشاريع التي تمولها"، مضيفاً أن "البنك الذي يمول 70٪ من المشروع يكاد يصبح مالك هذا المشروع وبالتالي شريكا في هذا الاستثمار".

كما شدد رشيد بلعيد على سرعة وفاعلية معالجة ملفات قروض المشاريع والاستثمارات، مشيراً إلى أن بعض المشاريع التي تتسم بخصوصيات تتطلب مزيداً من الوقت للدراسة، مع عدة نصائح

وفقا للتقرير حول مؤشر تنافسية الأداء الصناعي في 2023

الجزائر الأفضل عربيا

● التقرير رصد الأداء الصناعي لـ 154 دولة منها 17 عربية

أكد التقرير الاقتصادي العربي الموحد 2023، الصادر عن صندوق النقد العربي، أن الجزائر تعتبر الأكثر تحسنا، في مؤشر تنافسية الأداء الصناعي، حيث كسبت الجزائر أربع مقاعد برسم عام 2023، مقارنة بـ 2022.

مدى جودة المنتجات أو الخدمات المقدمة، إلى جانب التكاليف لاسيما التكاليف المرتبطة بالإنتاج والتوزيع. ويتضمن أيضا عوامل مثل الابتكار، أي القدرة على تطوير منتجات وخدمات جديدة أو تحسين العمليات، والتكنولوجيا على أساس استخدام التكنولوجيا الحديثة في العمليات الصناعية، وكذا البنية التحتية، مع وجود البنية التحتية المناسبة لدعم الأنشطة الصناعية، فضلا عن البيئة التنظيمية عبر السياسات والقوانين التي تؤثر على الأنشطة الصناعية.

ويساعد هذا المؤشر في تحديد نقاط القوة والضعف في الأداء الصناعي، كما يمكن أن يكون أداة لاتخاذ القرارات الاستراتيجية لتحسين القدرة التنافسية.

وقد خلص التقرير بالتأكيد على "أنه في ظل التطورات الاقتصادية العالمية، وتسارع دول العالم المتقدم في الرفع من قدرتها التنافسية للوصول إلى معدلات نمو أعلى، يعتبر رفع القدرة التنافسية الصناعية للدول العربية أحد التحديات الواجب تجاوزها من خلال تحسين الإنتاجية وزيادة تصنيع المنتجات عالية التقنية، وتطوير الصناعات الذكية والمستدامة التي تعتمد على التطور التقني وتكنولوجيا المعلومات، وتبني تطبيقات الثورة الصناعية الرابعة وحلولها، وترسيخ أسس اقتصاد المعرفة، كما سيساهم الانتقال إلى الاقتصاد الدائري في تحسين القدرة التنافسية الصناعية للدول العربية وتحقيق التوازن بين النمو الصناعي والاقتصادي وحماية البيئة". ح. ص



النقد العربي، في تقريره: "تعتبر الجزائر الأكثر تحسنا في العام، حيث تقدمت بأربعة مراكز من العام السابق، فيما تقدمت الأردن وسلطنة عمان بمركزين وسورية بمركز واحد"، وأوضح التقرير أن هناك تفاوتات في تنافسية الأداء الصناعي بين الدول العربية، ما يتطلب رفع القدرات التنافسية للدول المتأخرة في الترتيب.

ماهية مؤشر تنافسية الأداء الصناعي

يعتبر مؤشر تنافسية الأداء الصناعي أداة تستخدم لتقييم مدى قدرة الدول أو الشركات على المنافسة في القطاعات الصناعية. ويعتمد هذا المؤشر على مجموعة من العوامل التي تؤثر في الأداء الصناعي، مثل الإنتاجية من خلال قياس كفاءة استخدام الموارد في العملية الإنتاجية، وكذا الجودة من حيث

حفيظ صوالي

● أوضح التقرير أن نتائج المؤشر المستمد من منظمة الأمم المتحدة للتنمية الصناعية، الذي يرصد الأداء الصناعي لـ 154 دولة منها 17 دولة عربية، ويقوم بتقييم وقياس القدرة التنافسية الصناعية للاقتصادات على إنتاج وتصدير السلع المصنعة، حيث كلما ارتفعت قيمة هذا المؤشر، دل ذلك على ارتفاع تنافسية الإنتاج الصناعي في الدولة، وقد سجلت الجزائر أفضل نتيجة من بين الدول العربية المصنفة. ولاحظ التقرير أن المؤشر بصفة عامة عرف انخفاضا في عدد من الدول العربية مقارنة بالمتوسط العالمي، وبالدول المتقدمة والصناعية، حيث بلغت أعلى قيمة لهذا المؤشر في الدول العربية 0.102، فيما كانت قيمة المؤشر كمتوسط يبلغ 0.062. ولاحظ صندوق



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger